

## Italie : vers une victoire de l'alliance entre la droite et l'extrême droite ?

Publié le 13.09.2022  
Arthur Olivier

Créer un PDF



Favorite des élections générales en Italie qui se tiendront le 25 septembre prochain, Giorgia Meloni mène une large coalition des droites. Ancienne ministre de la Jeunesse de Silvio Berlusconi entre 2008 et 2011, la dirigeante du parti post-fasciste Fratelli d'Italia (FDI) pourrait bientôt gouverner le pays.



Giorgia Meloni (ici en meeting fin août) est également présidente du Parti des conservateurs et réformistes européens (ECR), un rassemblement de partis eurosceptiques - Crédits : Facebook Giorgia Meloni

"Frappée de plein fouet par l'explosion des prix de l'énergie, croulant sous une dette de 2 700 milliards d'euros, l'Italie se rend aux urnes le 25 septembre", résume [Le Temps](#).

Or "à deux semaines des législatives en Italie, l'extrême droite [...] est donnée largement favorite face à une gauche qui se présente fragmentée", explique [Sud Ouest](#). La cheffe de file des Frères d'Italie Giorgia Meloni y dirige une coalition des droites "qui rassemble son parti, la Ligue [extrême droite] de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi (droite libérale)". Face à elle, le dirigeant du Parti démocrate Enrico Letta n'a pas réussi à s'allier avec l'autre grande formation politique de la péninsule, le Mouvement 5 étoiles (M5S).

Selon un récent sondage cité par [Euractiv](#), le bloc mené par Giorgia Meloni devrait ainsi "remporter les élections avec 46,6%, loin devant la coalition de centre-gauche, qui se situe à 27,2%".

→ À LIRE AUSSI | Suède, Italie, Bulgarie... les dates et enjeux des prochaines élections dans l'Union européenne

## La campagne d'une "conservatrice"

Menant "une campagne relativement sobre", selon [L'Opinion](#), Giorgia Meloni "essaie d'allier les mots d'ordre de l'extrême droite avec des déclarations plus respectables afin de rassurer l'électorat modéré". Le journal poursuit : "pour elle, la bataille de la crédibilité est essentielle : héritière du *Movimento sociale italiano (MSI)*, le parti fondé par les anciens membres du régime fasciste en 1946, [Giorgia] Meloni essuie un procès permanent en légitimité, à cause de cet engagement initial".

Décrite par [Sud Ouest](#) comme une "quadra charismatique, brillante oratrice dont le credo est 'Dieu, famille, patrie' ", la dirigeante "pourrait bénéficier de son statut d'outsider politique", estime [Politico](#). "Pendant une décennie, [elle] est restée à l'écart du gouvernement et n'a jamais mis la main à la pâte dans les coalitions", explique Pierluigi Testa du groupe de réflexion Trinità dei Monti basé à Rome. "Plus récemment, elle s'est réinventée en se présentant comme conservatrice plutôt qu'eurosceptique, en soutenant l'Otan et en coopérant avec [Mario] Draghi, ce qui lui a permis de gagner le soutien d'électeurs plus avertis", poursuit le politiste cité par le média en ligne.

→ À LIRE AUSSI | Fiche pays : Italie

## Des élections à dimension européenne

Reste que les partis alliés sont divisés sur plusieurs points. Et notamment en matière de politique étrangère. Depuis le début de la guerre en Ukraine, Giorgia Meloni soutient de son côté "les sanctions européennes [contre la Russie] et répète vouloir rester du côté de l'Otan" [[Ouest-France](#)]. Contrairement à son allié Matteo Salvini "qui, avec son 'non' aux armes [envoyées en Ukraine] et son 'non' aux sanctions [contre la Russie], a jusqu'ici construit une position très différente" de celle de sa partenaire [[Corriere della Sera](#)]. A l'heure où le Kremlin accuse plusieurs défaites stratégiques contre l'armée ukrainienne, le dirigeant de la Ligue "a toutefois assuré que 'le gouvernement de centre-droit poursuivra l'aide militaire à l'Ukraine' " s'il arrivait au pouvoir, relève le journal italien.

Sur l'intégration européenne, Giorgia Meloni dit par ailleurs vouloir "une Europe dans laquelle l'Italie peut également défendre ses intérêts. L'axe de l'Union européenne entre Paris et Berlin doit être rééquilibré", a-t-elle ainsi déclaré face à son concurrent Enrico Letta, lors d'un débat organisé lundi soir par le [Corriere della Sera](#). La seule confrontation directe de la campagne entre les deux dirigeants s'est résumée à "deux heures de questions-réponses, sans mots forts" et "durant lesquelles les distances politiques [se sont dessinées] sans trop d'étincelles" [[Rai News](#)]. Accusée par le dirigeant de centre-gauche d'être en défaveur du [plan de relance européen](#) NextGeneration EU, Giorgia Meloni s'est défendue en assurant que Rome devait "l'utiliser davantage sur la question de l'approvisionnement énergétique".

Ce plan de 750 milliards d'euros pour toute l'UE avait été adopté en juillet 2020 pour faire face au choc économique de la pandémie de Covid-19. L'Italie en est la deuxième principale bénéficiaire, avec 68,9 milliards d'euros de subventions.

→ À LIRE AUSSI | Plan de relance européen : où en est-on ?